

Marche des citoyens de Haïzer (bouira) pour la libération des détenus d'opinion

## “Halte à l'arbitraire et à la dictature”



Hier, à Haïzer, lors de la marche en solidarité avec les détenus d'opinion. © Ramdane Bourahla/Liberté

Les citoyens de la commune de Haïzer (est de Bouira) ont, une nouvelle fois, organisé, hier, un rassemblement et une marche pour exiger la libération des 48 jeunes, dont 3 sont originaires de cette commune, accusés d'avoir “porté atteinte à l'unité nationale” pour avoir brandi l'emblème amazigh. À l'occasion, l'ex-député de Béjaïa Khaled Tazaghart, ainsi que Nadia Matoub, la veuve du Rebelle, ont fait le déplacement à Haïzer, afin d'apporter leur soutien aux parents des détenus.

Ainsi, pour M. Tazaghart, l'instrumentalisation de la justice fait partie, selon lui, de la stratégie du pouvoir pour tenter de se maintenir en place. “Nous assistons, encore une fois, à une tentative de tuer la révolution pacifique de tout un peuple en actionnant arbitrairement l'appareil judiciaire contre les manifestants”, a-t-il dénoncé lors d'une prise de parole. Néanmoins et selon le député démissionnaire, le combat de tout un peuple pour recouvrer sa liberté doit impérativement continuer.

“Le chemin pour une seconde république est encore long et semé d'embûches, mais il n'est pas inatteignable (...) L'Algérie, et la Kabylie en particulier, a sacrifié ses enfants pour aboutir à une véritable indépendance et nous n'avons pas le droit d'abandonner alors que nous sommes si près du but”, a-t-il en outre martelé, tout en apportant son soutien et celui du peuple algérien aux détenus incarcérés.

De son côté, Nadia Matoub, qui est arrivée à la fin de la marche d'hier, s'est également exprimée sur “l'arbitraire” dont sont victimes les détenus d'opinion et “ceux ayant porté le drapeau amazigh, parmi lesquels les trois jeunes de Haïzer. Je tiens à exprimer ma solidarité avec les détenus d'opinion et leurs familles”. Cette nouvelle action de protestation a été décidée avant-hier soir, suite à une assemblée générale durant laquelle

plusieurs autres actions ont été étudiées et explicitées à l'opinion publique locale.

C'est vers 10h30 que de nombreux manifestants se sont regroupés sur la place publique de Haïzer, où une opération "ville morte" a été décrétée. Ils brandissaient des pancartes où il y avait inscrit "Libérez la justice", "Libérez zawali" (Libérez le pauvre), "L'identité n'est pas un crime". "Cette nouvelle action, la 6e depuis l'incarcération de nos jeunes, démontre notre détermination à faire libérer tous les détenus d'opinion", affirmera Essaïd Nedjaa, l'un des initiateurs de cette marche.

D'autres participants, à l'instar de Meziane Chaâbane, élu RCD à l'APW de Bouira, ont clairement mis en évidence le caractère "injuste et arbitraire" de ces incarcérations. M. Chaâbane a également profité de l'occasion pour dénoncer les blocages des médias électroniques en Algérie. "Nous dénonçons la censure opérée contre certains médias électroniques dans notre pays et considérons cela comme une atteinte et une violation du droit à l'information", s'est-il offusqué.

Selon Aïssous Sofiane, coordinateur du Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ) de Haïzer, les détenus d'opinion doivent "impérativement être libérés". "Nous assistons aujourd'hui à une véritable mascarade judiciaire où un citoyen qui exprime un avis et porte un drapeau identitaire est mis sur un pied d'égalité avec un assassin ou un violeur d'enfants", s'est-il insurgé. Par ailleurs, la ville de Haïzer était entièrement paralysée par une grève générale en signe de solidarité avec les jeunes détenus. Tous les commerces, excepté les pharmacies et les boulangeries, ont baissé rideau.

**RAMDANE BOURAHLA**